

Les dettes du microcrédit, une catastrophe humaine et écologique

Alors que le G7 qui vient de se réunir en France entend promouvoir l'entrepreneuriat des femmes africaines via l'accès au crédit, le microcrédit, censé dans les années 2000, ne fait depuis les années 2010 parler de lui que pour ses effets néfastes sur les client(e)s des institutions de microfinance.

Le rapport publié ce mois-ci par une ONG cambodgienne de défense des droits humains (Licadho) confirme des dérives déjà largement soulignées par diverses équipes de recherche en sciences sociales et dénoncées par des activistes du CADTM (Comité pour l'annulation des dettes illégitimes).

L'étude de cette ONG démontre que l'agressivité commerciale des institutions de microfinance couplée à la concurrence acharnée entre organismes de microcrédit pousse les familles endettées à prendre de nouvelles dettes et à tomber dans une spirale de surendettement. Le rapport met en lumière des sacrifices démesurés de la part de ces familles pour rembourser leurs dettes: travail d'enfants, esclavage pour dette, expulsion du domicile, migration forcée jusqu'à la perte de leurs terres pour les paysans. Or, les dégâts environnementaux sur le long terme peuvent être problématiques, car certaines terres seraient utilisées pour des constructions touristiques, et cela interroge aussi l'avenir de ces paysans déçus de leur outil de travail.

Rappelons que la situation précaire de cette frange de la population (absence de protection sociale, écoles publiques de mauvaise qualité, services de base défaillants, etc.) les pousse à s'endetter pour survivre, alors que ces organismes prétendent qu'ils servent à financer des activités productives. Dès lors, leur quoti-

dien se trouve rythmé par les remboursements et les multiples pressions subies tandis que le futur est confisqué par les sacrifices pour se libérer de ces dettes.

La situation des femmes ciblées par la microfinance et souvent les plus exposées aux pressions car vues comme plus «dociles» n'est pas développée par les auteurs du rapport qui concèdent que cette problématique mériterait d'être approfondie.

Pourtant, le secteur de la microfinance au Cambodge n'est pas isolé, il est largement surveillé en raison des importantes ressources financières étrangères qu'il draine, comme le soulignait le rapport de Symbiotics sur les Microfinance Investment Vehicles (MIV) publié en 2018. Or, ces investisseurs étaient informés des risques de surendettement qui prévalaient au Cambodge.

En effet, les experts du secteur s'attendaient depuis longtemps à l'éclatement de la bulle cambodgienne qui compte plus de 2 millions d'emprunteurs,

même si les coûts humain et écologique étaient sans doute difficiles à évaluer.

Ajoutons que ces situations individuelles tragiques contrastent avec le caractère juteux de ce secteur pour les investisseurs internationaux et notamment européens qui continuent de réaliser des profits. Une ONG française avait d'ailleurs réalisé des profits indécentes lors de la vente de ses parts d'Amret, l'un des principaux acteurs du secteur.

On ne peut qu'interroger cette forte accumulation de richesses par ces investisseurs via l'exploitation des plus précaires de la planète.

Pourtant, cette situation d'une microfinance financièrement très rentable mais humainement, socialement et écologiquement intenable

n'est pas exceptionnelle, ses liens avec les dynamiques d'accumulation du capitalisme financiarisé sont bien connus des chercheurs en sciences sociales et les pratiques prédatrices d'endettement concernent désormais toutes les franges de la population mondiale: étudiant(e)s, migrant(e)s, paysan(e)s, salarié(e)s, chômeur(s), etc.

Cependant, éclairer ces dynamiques prend du temps et impose des approches basées sur des recherches qualitatives approfondies. Les indicateurs de performance sociale restent très superficiels et s'avèrent incapables de capturer des dynamiques plus profondes.

La dette n'est pas intrinsèquement «mauvaise», ce que démontrent les travaux de socio-économistes francophones sur des exemples contemporains. Par ailleurs, les exemples historiques abondent éclairant des régimes de dettes soucieux d'un certain équilibre entre l'exploitation économique et le maintien d'une certaine harmonie des clans, familles et de leurs attaches sociales, territoriales, politiques ou religieuses. L'enjeu étant que les règles du jeu permettent réellement aux débiteurs de se libérer de leurs dettes et non de les laisser sombrer dans des spirales d'endettement infinies.

La microfinance commerciale doit absolument rétablir les rapports de force en faveur des débiteurs et endiguer cette prédation institutionnalisée sur des systèmes locaux de protection sociale (entraide familiale et communautaire) ou de production déjà fragilisés par le système économique global qui met en concurrence les ressources naturelles, humaines et sociales du monde entier. Il devient urgent de revisiter en profondeur cet ensemble. ■

SOLÈNE MORVANT-ROUX
PROFESSEURE ASSISTANTE
À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
ET MEMBRE DU COMITÉ
SCIENTIFIQUE DE LA FONDATION
ZOEIN



3 • LES ACTIONS

Ici, l'étude est claire: la relation entre un son marché actions aide les pays développés émergents. Si leur monnaie domestique exportateurs des économies développées gagnent en revenus à l'étranger. Donc les bénéfices augmentent, donc leurs actions à la hausse, les gérants vont réajuster les feuilles en faveur de ces monnaies, notamment dans des titres locaux. Et ce, au détriment de pays émergents.

4 • LES OBLIGATIONS

C'est le point pour lequel les différences en les moins nettes, observe Geoffrey Kendrick ici, est de connaître le statut des monnaies. Donc le comportement qu'adoptent les investisseurs lorsque le marché obligataire est en hausse. La relation entre monnaies et rendements aide les pays avec des monnaies de réserve. L'expert, L'Australie, le Canada ou l'Uni. En revanche, oppose-t-il, cette relation pays dont la monnaie est une valeur refuge (comme le Japon) ainsi que les économies émergentes endettées (Afrique du Sud, Turquie, etc.).

À l'image de ce dernier chapitre, la réalité mentale que ce mode d'emploi. Pour les États, il est une monnaie qui a deux rôles distincts des situations. Parfois valeur refuge, que l'on achète en cas de certitudes.

Du côté de la Chine aussi, il y a des nuances. Le fait que le yuan fait baisser les rendements obligataires (le coût de l'endettement des entreprises). Il pénalise le marché boursier et expose davantage à une hausse de l'inflation que son adversaire. Néanmoins, les restrictions sur la mobilité permettent à Pékin d'avoir un meilleur contrôle du renminbi. «Le contexte politique chinois est pour mener une guerre des monnaies de nature», affirme Geoffrey Kendrick.

Il y a toutefois une question à laquelle répond pas: quelqu'un pourrait-il vraiment d'une guerre monétaire entre les deux puissances mondiales? Si elle vient s'ajouter à la guerre commerciale, il y a fort à parier qu'elle finit par être gagnante. ■